

VAN PARIJS, PHILIPPE. *LINGUISTIC JUSTICE FOR EUROPE AND FOR THE WORLD* (OXFORD: OXFORD UNIVERSITY PRESS, 2011).

Gabriel Arsenault*

Il y a dix ans, Van Parijs écrivait que la langue anglaise était en pleine croissance et qu'elle était sur le point de devenir la première lingua franca mondiale de l'histoire de l'humanité. La tendance s'est confirmée. Utilisant les données de 2006 du site web Ethnologue, Van Parijs rapportait que le mandarin comptait encore 500 millions de locuteurs de plus que l'anglais ; en 2019, toujours selon Ethnologue, l'anglais avait dépassé le mandarin et était désormais parlé par un cinquième des habitants de la planète¹. C'est un phénomène majeur de notre époque : l'anglais devient chaque jour davantage la langue commune des humains.

Faut-il s'en réjouir ? Absolument : voilà la thèse forte de l'ouvrage. Il faut applaudir et proactivement accélérer autant que faire se peut la démocratisation de la connaissance de l'anglais. Aucune stratégie ne doit être négligée : Van Parijs recommande même de prohiber le doublage à la télévision de films produits en anglais pour favoriser l'apprentissage de la langue [p. 109-113]. Idéalement, il n'y aurait plus aucune poche de la population européenne et mondiale ignorant l'anglais.

Van Parijs se défendrait d'être un anglophile inconditionnel : ce qu'il défend, c'est l'idéal d'une lingua franca européenne et mondiale, pas l'anglais en soi. Il se trouve seulement que dans le monde actuel, la seule langue pouvant sérieusement aspirer au statut de lingua franca est l'anglais — ce qui est indéniable.

Selon le philosophe belge, une langue commune est fondamentalement nécessaire au bon fonctionnement d'institutions communes européennes et internationales, elles-mêmes nécessaires pour s'attaquer aux problèmes transnationaux, comme la crise écologique.

Cette position ne m'apparaît pas comme allant de soi, mais supposons qu'il ait raison et qu'une lingua franca soit effectivement une condition nécessaire au bon fonctionnement des institutions transnationales tournées vers la poursuite du bien

* Gabriel Arsenault est professeur à l'École des hautes études publiques (HEP) de la Faculté des arts et des sciences sociales de l'Université de Moncton.

¹ Entre autres facteurs expliquant ce développement rapide, rappelons que l'enseignement de l'anglais à l'école est devenu obligatoire en Chine en 2001, comme le rappelle l'ouvrage.

commun. Faut-il en conclure qu'il nous faut une lingua franca ? Le raisonnement — qui semble être celui de Van Parijs — serait fallacieux. En effet, le développement de l'anglais comme lingua franca a de nombreux effets et il faut s'attarder à l'ensemble de ces effets avant de déterminer s'il s'agit d'un bon ou d'un mauvais développement. Van Parijs procède plutôt à l'envers : il part de la conclusion, présentée en une demi-douzaine de pages dans le premier chapitre, qu'une lingua franca est nécessaire et consacre le reste de l'ouvrage à répondre aux contrarguments de ses détracteurs.

Selon Van Parijs, le principal problème avec l'actuelle domination de l'anglais est que les anglophones sont devenus des *free riders*. Tous les non-anglophones ont à apprendre une deuxième langue [l'anglais], alors que les anglophones peuvent se satisfaire de parler seulement leur langue maternelle. Autrement dit, les non-anglophones ont à fournir plus d'effort que les anglophones pour que tous aient une langue commune [ce qui constitue un bien commun]. Pire : même après avoir consenti des efforts considérables pour apprendre l'anglais, les non-anglophones ne maîtrisent généralement pas la langue de Shakespeare aussi bien que les anglophones, ce qui les désavantage dans un monde opérant toujours plus en anglais. Van Parijs reconnaît l'injustice, mais spécule qu'elle est passagère. À terme, l'anglais sera si répandu qu'il sera très peu coûteux de l'acquérir. Ce sera alors les anglophones qui en pâtiront, les non-anglophones bilingues se trouvant plus compétitifs pour des emplois au sein des pays anglophones que les anglophones unilingues au sein des pays non anglophones.

Van Parijs reconnaît un autre problème, de nature plus symbolique, avec la domination croissante de l'anglais : elle rend parfois les anglophones arrogants et elle peut humilier les locuteurs d'autres langues, par exemple lorsque les immigrants maîtrisant l'anglais n'estiment pas qu'il vaille la peine d'apprendre la langue nationale de leur pays d'accueil. Pour remédier à ce problème, le philosophe accepte la légitimité d'imposer une langue nationale sur un territoire donné — ce qui n'est évidemment pas incompatible avec le bilinguisme et l'apprentissage de l'anglais.

Ainsi, dans le monde que Van Parijs appelle de ses vœux, la vie publique nationale continuerait de se dérouler dans la langue nationale, mais dans toutes les nations, les enfants apprendraient suffisamment bien l'anglais pour pouvoir pleinement participer aux affaires publiques du *demos* mondial, dont la langue commune serait l'anglais. Les Pays-Bas, régulièrement classés par EF Education First comme étant le pays affichant le plus haut niveau de maîtrise de l'anglais comme langue seconde, montreraient ici la voie à suivre. Pas moins de 90 % de ses habitants parlent l'anglais, alors que le pays ne compte aucune minorité anglophone.

Je défendrais pour ma part l'idée qu'une anglosphère ainsi universalisée s'approche possiblement davantage de la dystopie que de l'utopie.

Analysons le phénomène de l'hégémonie de l'anglais à l'endroit, c'est-à-dire en prenant ledit phénomène comme point de départ et en s'interrogeant sur ses effets, d'une manière ouverte. Une telle analyse exhaustive est considérablement au-dessus des forces de cette recension, qui se limitera à identifier ce qui me semble être l'angle mort le plus important de *Linguistic Justice* : l'effet de l'anglais sur l'homogénéisation des cultures.

S'il est possible que l'universalisation de la maîtrise de l'anglais rende le fonctionnement quotidien du Parlement européen plus lisse, force est de constater qu'elle rend surtout tout-puissants les oligopoles culturels anglo-saxons, comme Netflix ou Disney, qui américanisent ou anglo-saxonisent les cultures mondiales. Partout, nous écoutons les mêmes chansons, nous regardons les mêmes films, les mêmes séries, nous lisons les mêmes bestsellers, les mêmes revues scientifiques, nous utilisons les mêmes plateformes web. Tranquillement, nous en venons partout à cultiver les mêmes rêves, les mêmes valeurs, les mêmes visions du monde — en somme, à partager une même culture.

En quoi l'homogénéisation des cultures est-elle problématique ? Ne serait-il pas préférable de tous partager la même culture ? Je prétends que non, pour la raison forte suivante : une culture peut être envisagée comme une hypothèse concernant la vie bonne et puisque nous n'avons pas trouvé la meilleure façon de vivre, il importe de laisser libre cours à un grand nombre d'hypothèses sur le comment vivre. Si la culture anglo-saxonne mondialisée correspondait à la sagesse, sa propagation serait sans doute bienvenue, mais si nous adoptons une posture plus sainement sceptique, nous devrions nous en désoler. Comme toutes les autres cultures, la culture anglo-saxonne souffre de biais, de préjugés, de travers qui s'avèrent toutefois de plus en plus difficiles à cerner au fur et à mesure qu'elle devient hégémonique, que les visions du monde alternatives pâlisent en se marginalisant.

Fier représentant de la tradition philosophique anglo-saxonne-analytique-libérale-rawlsienne, Van Parijs n'aborde que très superficiellement ce genre de question éthique dans son ouvrage, puisque cette tradition se fait un point d'honneur de ne pas s'intéresser à la vie bonne, associée à la sphère privée — s'intéressant plutôt à la justice au sein de la sphère publique. Autrement dit, cet angle mort du livre est commun à l'ensemble des titres de cette tradition, d'ailleurs absolument dominante aussi bien dans l'anglosphère que dans les pays européens les plus anglophiles.

La critique culturelle du tout à l'anglais ne m'est évidemment pas originale. Par exemple, l'ouvrage [publié en français] de Charles-Xavier Durand, *Une colonie ordinaire du XXI^e siècle* [EME, 2010] décrit avec une fouge et une érudition remarquable les ravages culturels, intellectuels et éthiques de cette hégémonie croissante de l'anglais, en particulier dans le contexte européen. Au lieu de prendre au sérieux cette critique, Van Parijs se contente de citer Durand dans une note de bas de page [p. 215] pour l'accuser, gratuitement, de conspirationniste.

C'est peut-être en particulier dans le monde universitaire, où l'anglais est désormais presque universellement maîtrisé, que l'émergente lingua franca s'avère avoir les conséquences culturelles les plus délétères. Les excellents travaux du bibliothéconome Vincent Larivière² montrent ainsi comment les chercheurs des sciences sociales et des humanités, avides d'augmenter leurs *impact score*, vont tantôt se détourner de l'étude de leur propre nation pour publier dans les prestigieuses revues américaines, tantôt publier en anglais dans leurs propres revues nationales [exactement comme ces artistes qui, pour s'attirer la gloire, passent volontiers à l'anglais³]. Il en découle un appauvrissement des connaissances sur les cultures nationales, dévalorisées au passage. D'ailleurs, dans les pays se soumettant avec le plus d'enthousiasme à la logique de l'anglais mondialisé, même les cours universitaires sont de plus en plus offerts en anglais. Ainsi, dans les universités des Pays-Bas, ce sont désormais 25 % des programmes de premier cycle et pas moins de 75 % des programmes de deuxième cycle qui sont offerts en anglais⁴.

En somme, le développement d'une lingua franca n'est pas sans danger et Van Parijs, dans son espoir de voir émerger de grandes institutions internationales, apparaît nettement trop pressé d'accélérer encore davantage la propagation de l'anglais. Une lingua franca facilite peut-être la collaboration internationale, mais elle a de lourdes conséquences éthiques sur la diversité culturelle, que *Linguistic Justice* échoue à adéquatement reconnaître. Devant ce phénomène complexe de l'universalisation de l'anglais, une posture plus sceptique, patiente, empirique, nous apparaît davantage appropriée.

² Par exemple : Vincent Larivière, « Le français, langue seconde ? De l'évolution des lieux et langues de publication des chercheurs au Québec, en France et en Allemagne » (2018) 59:3 *Recherches sociographiques* 339.

³ Ce phénomène est brillamment analysé et critiqué par Carl Bergeron dans son compte rendu du roman *New Tab* (Vehicle Press, 2014) de Guillaume Morissette, publié dans le numéro de novembre 2016 de la revue *L'Action Nationale*.

⁴ Annette de Groot, « The English Trojan horse destroying Dutch universities », (25 janvier 2019), en ligne: *University World News* <<https://tinyurl.com/y5c3dlrk>>.